

Boucheron-Gueniffey, le choc de l'histoire de France

***Le Point* a confronté Patrick Boucheron, maître d'œuvre de l'« Histoire mondiale de la France » (Seuil), à l'historien Patrice Gueniffey. Débat houleux opposant deux visions irréconciliables de notre passé.**

LE POSTILLON

Depuis quand un ouvrage d'Histoire n'a-t-il provoqué une telle controverse ? Depuis « Le suicide français », d'Eric Zemmour, sans doute. Sauf que, cette fois-ci, il est signé d'un historien, professeur au Collège de France, Patrick Boucheron, titulaire de la chaire Histoire des pouvoirs en Europe aux XIII-XVI^{es} siècles, entouré de 122 confrères de tous horizons. Formé au lendemain des attentats du 13 novembre 2015, ce collectif s'est vite attiré de vives attaques. Le 19 janvier, Eric Zemmour reprochait à cette « Histoire mondiale » d'incarner « *le parti de l'étranger* » contre le parti de la France. Et le chroniqueur d'aligner les dates choisies : la grotte de Chauvet, évitant ainsi la question des origines ; Jeanne d'Arc et son mythe constitué par la III^e République ; l'année 1917 résumée à la révolte des Kanaks contre la France ; la guerre et l'année 1942 à la rafle du Vél' d'Hiv', avec une Résistance escamotée ; de Gaulle qui tient

sa légitimité non de Londres, mais de Brazzaville... Zemmour avait mal au génie français et aux héros français, relayé le 26 janvier par Alain Finkielkraut, qui déplorait un « *dégoût de l'identité qui fait place nette de la culture : ni littérature française, ni peinture française, ni musique française* ». Hormis ces deux voix discordantes, la réplique était encore clairsemée et attendue. Mais, le 30 mars, une figure tutélaire, Pierre Nora, chef d'orchestre des « Lieux de mémoire », entreprise unanimement admirée, descend dans l'arène. Il dénonce une entreprise idéologique, politique, lancée en pleine période électorale, où le choix des dates suggère un horizon inquiétant : l'ère des « *dates alternatives* », qu'il compare à l'âge des « *faits alternatifs* ». Patrick Boucheron, avec ses quatre coordonnateurs, lui a répondu une première fois en soulignant que « *notre approche nous apparaît bien complémentaire (et non substitutive) à d'autres genres d'histoires de*

LE POSTILLON



Explications. Dans les locaux du « Point », Patrick Boucheron (à g.) débat avec Patrice Gueniffey.

LE POSTILLON

« Vous défendez une conception de l'histoire de France culpabilisante et honteuse, visant à l'expiation. »

Patrice Gueniffey

France auxquels certains d'entre nous ont d'ailleurs contribué ». Une cohabitation est-elle possible ? L'autre est-il forcément un adversaire ? Toute Histoire n'est-elle pas une science molle, forcément idéologique ? A l'évidence, les tenants d'un roman national ne veulent pas d'un roman international, comme si là aussi rôdait le spectre du grand remplacement. Deux conceptions de la France, mondialisée ou non, qui polarisent aussi notre débat électoral, mais également deux visions d'une Histoire qui pour les uns doit offrir un socle commun aux Français, alors que pour les autres la diversité a raison de ce socle. Pour crever l'abcès, nous avons réuni Patrick Boucheron et l'un de ses adversaires, Patrice Gueniffey, dont nous avons rendu compte ici du remarquable « Napoléon et de Gaulle, deux héros français » (Perrin). L'occasion de vérifier qu'en France l'Histoire est bien une guerre, politique et idéologique ■ F.-G. L. ET S. M.

Le Point: Patrick Boucheron, vous attendez-vous à tant de polémiques ? Comment vivez-vous ces attaques ?

Patrick Boucheron: Si vous me demandez mon avis personnel, cela me fatigue, car je n'ai aucun goût pour la polémique. Lors de ma leçon inaugurale au Collège de France, ce lieu qui est une école de l'autre depuis le XVI^e siècle, j'avais tenté de définir un art poétique de l'Histoire comme appel au calme: «*Nous avons besoin d'Histoire, car il nous faut du repos*», afin d'échapper à la frénésie du présent. Disons qu'on en est loin.

Rien ne serait digne d'intérêt dans ce débat ?

P. B.: Nous sommes, dans notre profession, habitués à la controverse et nous n'aspirons à rien d'autre qu'au débat. Or celui-ci, à mesure qu'on s'approche de l'échéance électorale, devient de plus en plus schématique et sans rapport direct avec ce que nous avons fait vraiment. De quoi s'agit-il ? Nous avons souhaité réconcilier pensée

critique et énergie narrative dans un ouvrage qui peut être discutable, qui est éminemment perfectible, et qu'on a appelé peut-être par une sorte de provocation joyeuse «*Histoire mondiale de la France*». Les premiers articles parus en janvier évoquaient ce qu'on y avait fait, en considérant le livre dans toute son ampleur chronologique. Aujourd'hui, on nous demande de réagir à des critiques qui nous reprochent ce que nous n'avons pas fait, et toujours à partir des mêmes exemples répétés en boucle. On nous accuse d'avoir présenté une France entièrement fécondée par l'étranger, or c'est évidemment absurde, nous n'avons jamais écrit une chose pareille, et cela ne fait que révéler les fantasmes de nos censeurs. Peut-être certains d'entre eux n'ont-ils simplement pas supporté que des historiennes et des historiens décident de sortir de l'enclos dans lequel on les enferme pour rendre visible la manière dont ils travaillent vraiment.

LE POSTILLON

Patrick Gueniffey : L'écho que rencontre l'ouvrage témoigne de ce que votre travail est sorti du Landerneau universitaire. Vous auriez dû vous y attendre, on n'est pas aux Etats-Unis, où les universitaires peuvent raconter toutes les âneries qu'ils veulent, et Dieu sait s'ils en racontent, personne ne s'y intéresse. Vous êtes par ailleurs trop modeste. Votre travail est une opération politique, il s'expose à des objections politiques. De plus, tout historien doit accepter la controverse, car l'Histoire, en France, c'est la conception que je défends, venant des études sur la Révolution, où on aime à s'écharper publiquement. L'Histoire n'a jamais été séparée du débat politique.

P.B. : Ne croyez pas que le métier de médiéviste soit de tout repos : on s'écharpe aussi sur la bataille de Poitiers, les cathares et Jeanne d'Arc. Mais le sens du débat n'empêche pas de défendre quelques principes. Nous sommes pour les uns « pétainistes », pour les autres « métérophiles ».

Voix discordantes

« En près de 800 pages et 146 dates, on ne déviara pas de la ligne du parti : tout ce qui vient de l'étranger est bon. »

Eric Zemmour (Le Figaro, 18 janvier 2017)

« De manière générale, l'histoire mondiale de la France remplace l'identité par l'endettement. »

Alain Finkielkraut (Le Figaro, 26 janvier 2017)

« On accordera à Patrick Boucheron que toute Histoire comporte, y compris de façon inconsciente, une dimension politique. Mais le danger commence quand la dimension politique l'emporte, devient l'intention première, ne fait plus que se servir de l'Histoire pour servir une idéologie. »

Pierre Nora (L'Obs, 29 mars 2017)

LE POSTILLON



Ernest Lavisse (1842-1922) : Historien français, chantre du roman national.

LE POSTILLON

Reconnaissez que c'est absurde, reconnaissez surtout que se joue là une inquiétante musique politique, bien caractéristique malheureusement du vent mauvais qui souffle aujourd'hui. C'est Eric Zemmour qui a donné le ton en opposant le parti de la France au « parti des étrangers », dont nous serions. Face à de telles outrances, on ne peut répondre, car on se situe évidemment au-delà des cadres du débat historiographique.

P. G. : Vous avez tort, vous esquivez.

P. B. : Je suis un historien engagé, mais d'abord engagé dans le travail intellectuel, qui ne peut pour cela se résoudre à la dégradation du débat public. Ainsi, je trouve incohérent et inacceptable que vous nous ayez assimilés à des « héritiers de Vichy ».

P. G. : En effet, vous défendez une conception de l'histoire de France culpabilisante et honteuse, visant à l'expiation : bref, le discours pétainiste appelant les Français de 1940 à se repentir. « L'agression

coloniale », vous employez le mot, jouez le même rôle chez vous.

P. B. : Où avez-vous vu que nous soutenons cette vision ?

P. G. : En vous lisant.

Mais vous-même, Patrice Gueniffey, quels sont vos reproches à l'égard de cet ouvrage ?

P. G. : C'est d'abord de renoncer à la responsabilité de l'intellectuel. Que vous ayez engagé 122 historiens, très bien. Mais que vous écriviez une « ouverture » à l'ouvrage, et non une vraie introduction, qui lui aurait donné unité et cohérence, me gêne profondément. Vous vous défaussez derrière le collectif.

P. B. : Je n'ai justement pas voulu écrire de manifeste, car je récusé cette vision héroïque et virile de l'Histoire où un auteur ferait face à la France éternelle. J'ai disposé au seuil de ce livre collectif non pas une introduction, mais une « ouverture ». Je tiens à ce mot. Elle se traverse calmement,

LE POSTILLON

« Je travaille, nous travaillons, à construire un “nous” plus respirable. »

Patrick Boucheron

modestement, pour arriver aux 146 contributions. Ce qui n'empêche pas d'explicitier un point de vue qui s'oppose, je l'écris, à « l'étrécissement identitaire qui domine aujourd'hui le débat public ».

P.G. : « Modeste » ? La deuxième chose est l'évident parti pris « déconstructionniste ». L'idée que l'Histoire est « construite », qu'elle peut donc être déconstruite et reconstruite, est un symptôme très préoccupant aujourd'hui quant au statut (incertain) de la vérité. Si tout est discours, tout peut être remplacé, et l'insignifiant (comme la plupart des dates retenues dans votre livre) placé au même rang que l'important, mais pour raconter, bien sûr, une Histoire totalement différente. L'idéologie remplace l'Histoire.

P.B. : Où avez-vous vu qu'on « remplace » des dates par d'autres ? Nous écrivons une Histoire, nous ne procédons pas à un « grand remplacement ».

P.G. : Y a-t-il des dates qui s'imposent ou

LE POSTILLON

non ? Si vous écrivez une histoire des échanges réciproques entre la France et le monde, il y a tout de même des choix qui s'imposent. Le décret de 1790 déclarant la paix au monde n'a pas la même importance, loin de là, que la Déclaration des droits de 1789.

P. B. : Pour vous, l'Histoire se révèle d'elle-même, imposant des évidences que l'on n'a pas à discuter. Nous n'avons décidément pas la même conception de notre métier.

P. G. : C'est indubitable.

On retrouve sur votre livre la même ligne de fracture que dans le débat de la présidentielle, entre deux visions de notre identité. Est-il possible de sortir de cet affrontement ?

P. B. : Je ne sais pas, en tout cas notre ouvrage a contribué à le rendre visible, et c'est en cela aussi que l'on peut faire œuvre d'historien : en posant un diagnostic sur l'aujourd'hui qui le libère d'une lecture idéologique.

P. G. : L'alternative reste entre la droite et la gauche, pas entre « ouvert » et « fermé ». Du reste, pour être « ouvert », il faut savoir qui l'on est et d'où l'on vient.

Pourquoi n'assumez-vous pas le fait que vous proposez un contre-récit national ?

P. B. : Parce que nous n'écrivons pas contre, mais autrement : c'est l'histoire de France telle qu'on peut la comprendre aujourd'hui.

Etes-vous le tenant d'une identité composite, multiculturelle, plutôt que d'une autre vision, plus homogène, qui serait celle de Patrice Gueniffey ?

P. B. : Oui.

P. G. : Boucheron est un tenant de la France sans Histoire et sans identité, réduite à un pur marché, peuplée de producteurs, de consommateurs et de communautés plutôt que de citoyens. Son livre procède néanmoins d'une question importante : quelle Histoire commune dans une société de plus en plus diverse ? Cette question ne se pose qu'en France, car nous sommes le seul pays

LE POSTILLON



«J'ai été formé par l'épreuve négationniste. J'accepte tous les reproches, sauf lorsqu'on me dit que je mens, ou que je cède aux faits alternatifs.»

Patrick Boucheron

LE POSTILLON

qui intègre les immigrés, les autres pays les laissant vivre à part. L'apartheid de fait est partout la règle, sauf en France, où notre tradition universaliste nous l'interdit. D'où la question : comment produire de la cohésion à partir de tant de diversité ? L'Histoire est en jeu, car l'identité de la France est fortement historique, même si elle n'est pas qu'historique. Il faut y ajouter, en particulier, la littérature. La tentation est grande de « diluer » le récit national pour y faire une place à des mémoires différentes, voire de le dissoudre.

N'est-ce pas un peu réducteur ?

P. G. : Non, je ne vois pas en quoi.

P. B. : Il n'y a pas de vérité historique. En tout cas, celle-ci n'en est pas une.

P. G. : Il n'y a pas de vérité historique ?

P. B. : Pourquoi la France serait-elle davantage définie par sa littérature que par ses paysages ? Vous affirmez une interprétation, en aucun cas la vérité du fait. En revanche, lorsque vous postulez la diversité

croissante de la population française, vous allez contre les réalités chiffrées : la part du solde migratoire dans l'accroissement démographique est globalement constante en France depuis les années 1950, bien inférieure à ce qu'elle était dans les années 1920.

P. G. : Vous me faites penser aux savants soviétiques qui prouvaient, noir sur blanc, que les vaches communistes donnaient plus de lait que les vaches capitalistes...

L'ouvrage de Georges Bensoussan, « Les territoires perdus de la République » (2002), déplorait l'impossibilité d'enseigner la Shoah dans certaines zones.

Votre ouvrage répond-il à ce problème ?

P. B. : N'enseignant pas dans le secondaire, je me garderai bien de donner des leçons. Tout ce que je peux dire, c'est qu'il est aussi difficile aujourd'hui d'enseigner l'Histoire qu'une autre matière, mais sans doute pas davantage.

L'Histoire ne serait pas plus problématique que les autres matières ?

LE POSTILLON

«Boucheron est un
tenant de la France sans
Histoire et sans
identité, réduite à un
pur marché, peuplée de
consommateurs plutôt
que de citoyens.»

Patrice Gueniffey



LE POSTILLON

P.B.: Je ne crois pas, et ce n'est pas en continuant à asséner violemment une telle opinion qu'on finira par la rendre vraie. Les enquêtes démontrent que l'Histoire est une matière plutôt appréciée des élèves, notamment parce qu'ils y trouvent encore un sens du récit.

P.G.: Vous ne voulez pas débattre des vraies questions. La vraie question, c'est celle que posait clairement en 2014 Dominique Borne dans « Quelle Histoire pour la France ? ». Est-ce que notre récit fait encore sens pour une population plus diversifiée par ses origines, sachant par ailleurs que ces populations proviennent de nos ex-colonies, et non pas d'Italie, de Pologne ou d'Espagne comme dans les années 1930 ? Borne répond qu'il faut réinventer ce récit national, d'où son idée de le faire débiter par l'installation des Grecs à Marseille, une façon d'introduire d'autres mémoires dans le récit collectif. Je ne suis pas convaincu, mais au moins Borne assumait ses choix. Pas vous.

P.B.: S'il faut expliciter la réponse à la question : quel récit pour la France ?, je répondrai volontiers par quatre mots : ce récit doit être ouvert sur le monde, et je ne vois pas en quoi c'est rapetisser la France que de l'envisager dans sa dimension mondiale. Il doit être divers, ne serait-ce que pour le rendre plus ressemblant à la France d'aujourd'hui et faire droit à sa diversité. Cette Histoire doit être aussi peuplée, c'est-à-dire qu'elle n'est pas seulement animée par les héros et les grands hommes, et c'est un autre point de désaccord entre nous. Voilà pourquoi nous trouvons dans notre livre des paysans néolithiques, des tailleurs de pierre médiévaux, des esclaves modernes... Enfin, elle doit être entraînante et non désespérante, pour ne pas se complaire dans les facilités du déclinisme. Bref, l'Histoire ne sert ni à acclamer ni à détester.

Le livre de Patrick Boucheron ne gêne-t-il pas ceux qui considèrent que la France n'a

LE POSTILLON

pas besoin de diversité pour faire son récit ?

P. B. : Patrice Gueniffey le sait mieux que quiconque, car c'est un historien de la Révolution française, où ce pays s'est rêvé patrie de l'universel. La question de l'universalité traverse notre livre. Cette vocation française ne commence pas avec les Lumières. Louis XIV avait une certaine idée de l'universel, qui n'est pas la même que celle de Napoléon avec le Code civil. Puis il y a un moment moins connu, que nous avons appelé la mondialisation à la française dans les années 1860.

Patrice Gueniffey, l'Histoire ne vaut-elle que si elle est l'œuvre de héros ou de grands hommes ?

P. G. : Bien sûr que non, mais les « héros », qui peuvent être très différents les uns des autres, positifs et souvent même négatifs, lui donnent un visage et lui confèrent un sens. Ils contribuent à l'intelligibilité de l'Histoire. C'est ce que je me suis efforcé de montrer dans « Napoléon et de Gaulle ».

Je ne plaide pas pour le retour à Bossuet ! Reste que l'Histoire selon Boucheron, elle, ne fait pas sens.

C'est-à-dire ?

P. G. : C'est-à-dire qu'il n'y a pas de liens cohérents ou de fil conducteur dans cette Histoire. C'est une Histoire émiettée, faite de fragments que rien ne relie. Elle est à l'image de la France souhaitée par Boucheron et ses pareils : en morceaux. Au lieu d'aider à l'intégration, elle contribue à la séparation des communautés. Elle nourrit le sentiment de la désaffiliation et le ressentiment qui en est le produit.

P. B. : Ce ne sont pas des Histoires « autres ». C'est une seule et même Histoire, la nôtre, plus large, plus vivante et je crois aussi plus intéressante que les vieilles rengaines.

P. G. : Le résultat étant un récit plus faible, donc moins susceptible de permettre une intégration. Là réside notre désaccord politique.

P. B. : Je travaille, nous travaillons, à

LE POSTILLON

« L'Histoire est toujours écrite par les vainqueurs, même si je sais depuis Nathan Wachtel, qui a travaillé sur l'Amérique latine, qu'il y a aussi une histoire des vaincus. »

Patrice Gueniffey

construire un « nous » plus respirable.

P. G. : Certes, mais force est de constater que nous ne respirons pas mieux, sauf peut-être au centre de Paris ou autour du Collège de France. Etes-vous déjà allé dans les banlieues ?

P. B. : Oui, j'y ai grandi, mais ce n'est pas le problème.

Pour vous, Patrice Gueniffey, la disparition d'un socle commun ne doit pas être aggravé par la promotion d'un récit autre ?

P. G. : C'est une dilution dans une absence d'Histoire. Le récit traditionnel avait le mérite de délivrer un message, de définir une identité collective ordonnée autour de l'idée de liberté. La liberté est le fil directeur de l'histoire de France.

P. B. : Et vous trouvez que cela a toujours produit des résultats brillants ?

P. G. : Oui, bien sûr. Ce récit a produit de l'unité à partir d'une réalité plurielle. Il a mis fin à la guerre d'une moitié de la nation contre l'autre. Ce n'est pas rien.

LE POSTILLON

P. B. : Je ne voudrais pas parler de Vichy...

P. G. : Vichy, ce n'était pas la France!

P. B. : Cela s'est passé en France.

A ce propos, Marine Le Pen a relancé le débat sur cette question. Quelles sont vos positions ?

P. G. : Je redis que Vichy n'est pas la France, car la France était à Londres. Il y a un décret de 1945 qui stipule que la collaboration est nulle et non avenue. La légitimité était à Londres et l'Histoire a tranché puisque de Gaulle a gagné.

Mais cette Histoire est écrite par les vainqueurs...

P. G. : Elle est toujours écrite par les vainqueurs, même si je sais depuis Nathan Wachtel, qui a travaillé sur l'Amérique latine, qu'il y a aussi une histoire des vaincus.

P. B. : Et c'est à elle aussi que l'on doit faire droit : encore une divergence majeure entre nous. Si j'évoquais l'épisode de Vichy, c'est parce qu'il démontre bien que l'histoire patriotique de la III^e République, disons ce

roman national que vous trouvez si sympathique mais pas tout à fait vrai, n'a pas suffi à arrimer la France à sa liberté.

P. G. : Je ne vois pas en quoi ce récit est responsable de Vichy.

P. B. : Je ne dis pas cela. Mais affirmer aujourd'hui que, faisant retour à ce récit ancien, on va mieux intégrer nos immigrés me paraît une folie...

Patrick Boucheron, partagez-vous le culte de la grandeur et des héros qu'exprime Patrice Gueniffey dans son dernier livre, « Napoléon et de Gaulle » ?

P. B. : Non, bien entendu, l'historien n'est pas dans son rôle en vouant un culte à quiconque. Vous dites, par exemple, que l'on souffre de ne plus croire au sauveur et à l'homme providentiel.

P. G. : Au grand homme, pour être précis... Mais vous auriez dû lire la suite, pas seulement l'introduction...

P. B. : C'est s'opposer à toute une histoire républicaine, dont vous rappelez d'ailleurs

LE POSTILLON

l'histoire dans l'introduction de votre livre, corrigeant sur ce point Jules Michelet par Jacques Bainville. Par ailleurs, je ne comprends pas ce que vous appelez, de manière interchangeable, charisme, grandeur, gloire... Le métier d'historien exige pour moi de questionner l'évidence de ces catégories, de les construire de la même manière que les faits qui, eux non plus, ne nous tombent pas sur la tête. J'ai été formé par l'épreuve négationniste. J'accepte tous les reproches, sauf lorsqu'on me dit que je mens, ou que je cède aux « faits alternatifs ».

P. G. : Bref, le négationnisme comme réponse au négationnisme. Rien n'est vrai, rien n'existe, mais les négationnistes ont tort... Étonnant, non ?

P. B. : Vous dites croire dans la réalité des faits, tandis que les autres ne sont que des déconstructionnistes, donc tout ne serait que langage. Je pense qu'il y a des occasions et des sujets qui méritent que l'on sache de manière empirique « qui savait

quoi ». Je pense à ce geste historique de Pierre Vidal-Naquet, qui croyait dans les mythes, et notamment dans celui de l'Atlantide, mais qui a affirmé que l'on ne pouvait pas dire n'importe quoi au sujet de Jean Moulin, qu'il n'était pas un agent du KGB. C'est ma morale, qui est celle de l'exactitude. Je ne voudrais pas que l'on croie qu'il y a les scrupuleux d'un côté et les désinvoltes de l'autre.

Emmanuel Macron parle d'une culture en France, et non d'une culture française. A vous entendre, Patrick Boucheron, on a le sentiment qu'il n'y pas d'Histoire française, mais des histoires en France...

P. B. : Je ne dirai pas les choses ainsi : nous n'avons rien fait d'autre, dans ce livre, que d'enrichir l'histoire de France d'autres histoires que l'on n'avait pas jusque-là reconnues comme faisant partie d'elle.

P. G. : Je suis pour la reconnaissance des tragédies. L'Histoire n'obéit pas au « principe de plaisir » que vous invoquez, elle est

LE POSTILLON

« Nicolas Sarkozy, en 2007, a imposé un usage consumériste de l'Histoire, considérée comme un magasin de curiosités dans lequel on serait libre de puiser : tantôt Jeanne d'Arc, tantôt Jaurès. »

Patrick Boucheron

tragique. 60% de la population de la Franche-Comté a été détruite pour prix de l'intégration de son territoire au royaume de France. La Vendée a été une tragédie, l'abandon (et même pire) des harkis en a été une. Cela étant, ce que vous préconisez va contre la paix sociale.

Macron s'est réclamé d'un héritage historique très large, du baptême de Clovis au mur des Fédérés... Est-il à l'image de ces millions de Français qui ne s'inscrivent dans aucune mythologie partisane ?

P. B. : Disons que, au moment d'une campagne électorale, le niveau baisse... Nicolas Sarkozy, en 2007, a imposé un usage consumériste de l'Histoire, considérée comme un magasin de curiosités dans lequel on serait libre de puiser : tantôt Jeanne d'Arc, tantôt Jaurès. Les autres continuent depuis, car sans doute le temps où des hommes politiques avaient la vision politique de leur culture historique est-il aujourd'hui révolu – à l'exception,

LE POSTILLON

peut-être, de Jean-Luc Mélenchon.

Pourquoi le politique a-t-il besoin d'Instrumentaliser l'Histoire, ce qui suscite toujours des tensions ?

P. G. : Cela prouve que l'Histoire est centrale dans la représentation de notre pays. Quand Mitterrand est élu, en 1981, il est le dépositaire d'une mémoire de gauche, mais il n'y a pas de polémiques historiques aussi violentes qu'aujourd'hui. C'est un phénomène récent qui est à mettre en rapport avec une inquiétude assez générale. D'autre part, la France a des mémoires historiques conflictuelles. Bernanos disait : « C'est un énorme magasin de rancunes. »

P. B. : Ce n'est pas propre à la France. Songez à l'Espagne, puisque vous citez Bernanos, les rancunes liées au passé franquiste ne sont pas mineures.

Ces tensions ne sont-elles pas le fait de l'histoire coloniale ? Souvenez-vous du débat sur les aspects positifs de la colonisation. Existe-t-il un refoulé colonial ?

P. G. : Il existe de moins en moins. Tout cela reste objet de débats et de controverses, mais qui portent moins sur l'Histoire elle-même que sur l'Histoire comme témoin des problèmes d'aujourd'hui. Les politiques se saisissent de ces débats, mais ils ne connaissent pas l'Histoire. Aujourd'hui, en dehors de Mélenchon (qui, du reste, ne connaît que le catéchisme communiste), pas un candidat ne connaît l'Histoire de France.

Pour finir, qu'est-ce qui définit votre rapport à la France ?

P. G. : C'est un pays exceptionnel, hors du commun, dont la vie politique est parfois lassante. J'ai beaucoup voyagé et je ne vois pas un pays dans lequel j'aurais davantage envie de vivre. J'ai le sentiment d'être dans un pays qui ne s'aime pas beaucoup. Or il a beaucoup d'avantages. C'est quand on se trouve à l'étranger qu'on prend la mesure de ce que la France a de spécial et de précieux. Je me dis alors que la France devrait

s'aimer davantage. Il n'y a aucun pays où on lit autant que chez nous. Aucun où votre livre, Patrick Boucheron, aurait eu du succès. C'est peut-être dommage, mais au moins les Français lisent. Aucun pays où l'on pourrait organiser avec autant de succès les Journées historiques de Blois. C'est un pays où la culture compte encore. Un pays où, malgré les difficultés, la vie reste agréable. Un pays où les relations entre les sexes ne sont pas encore influencées par les âneries de la théorie du « genre », un pays qui reste avant tout une civilisation, et une civilisation qui souvent a permis de faire l'économie de la violence. Nous jouons la guerre civile, l'affrontement, mais nos vraies guerres civiles sont rares. Pour ces raisons, je mets la France au-dessus de l'Europe et l'Europe au-dessus de tout le reste.

P.B. : La France n'est pas un pays comme les autres, en effet. Mais pourquoi exprimer sa spécificité en termes de supériorité ? A la fin du livre que j'ai signé avec Mathieu Riboulet, « Prendre dates » (2015), il y avait déjà cette phrase de Michelet : « Ce ne serait pas trop de l'histoire du monde pour expliquer la France », et justement à propos du 11 janvier 2015. L'histoire mondiale de la France en procède. On peut entretenir avec son pays une « émotion de l'appartenance », pour le dire avec Jean-Christophe Bailly, qui ne s'embarrasse pas de mots solennels et ronflants, mais s'attarde dans les lieux faibles et les « entre-temps » pour construire du commun ■

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS-GUILLAUME LORRAIN ET SAÏD MAHRANE